PHILIPPE GENEQUAND

ENTRE »REGNUM« ET »IMPERIUM«

Les attitudes des pays d'Empire de langue française
au début du grand schisme d'Occident (1378–1380)

1. Introduction

Le titre choisi pour le présent ouvrage – »*Regnum et imperium* au Bas Moyen Âge« – incite à considérer les liens entre deux ensembles politiques bien définis: le royaume de France d'une part, le Saint Empire romain germanique de l'autre. Leurs relations parfois difficiles, leurs ambitions hégémoniques, leurs histoires entremêlées laissent aux historiens l'embarras du choix pour décrire et analyser les éléments qui les unissent et les séparent à la fin du Moyen Âge.

Au moment de l'éclatement du scandale inacceptable qu'est le schisme, leurs chemins divergent: si le Valois Charles V est l'un des premiers à se rallier à la cause clémentine, les Luxembourg Charles IV et Wenceslas demeurent fidèles au premier élu. Les deux cours restent par la suite constantes vis-à-vis des choix exprimés 1378. Assisterait-on là à une division linguistique? Le schisme donne-t-il à voir une opposition »nationale«, les Français d'une part (avec l'appui plus tardif des Espagnols), les Allemands et les Anglais d'autre part? Voilà qui serait une lecture bien forcée de la situation!

Pour faire écho au titre de cet ouvrage, nous proposons ici de considérer les régions situées entre *regnum* et *imperium*, en particulier les pays de langue française de la frange occidentale du Saint-Empire (de la Belgique actuelle à la Provence angevine), sans nous interdire des excursions dans les zones non francophones que sont les Pays-Bas ou les cités épiscopales d'Utrecht ou de Mayence, par exemple. Il s'agit de proposer une image subtile des choix exprimés à l'été 1378, d'en montrer la variété, refusant ainsi toute explication basée sur la seule considération des principales cours d'Occident – des explications qui assimileraient les relations diplomatiques du temps aux systèmes d'alliance en vigueur au début du XX^e siècle, et laisseraient croire, d'une part que les déclarations d'allégeance sont uniquement fondées sur des considéra-

tions de grande politique¹, d'autre part que la question du schisme est centrale pour tous et pour chacun².

Pour des raisons d'espace, nous nous concentrons plus particulièrement sur les deux premières années du schisme (été 1378–été 1380)³. Il faut justifier une telle limite temporelle. L'analyse des événements et l'attitude de la cour clémentine soulignent l'existence de plusieurs phases entre l'éclatement de la crise qui sépare les cardinaux et Urbain VI dès les premières semaines d'avril 1378, et l'établissement définitif de la frontière des obédiences. L'une des premières phases prend fin dans le courant du premier semestre 1380: elle oblitère tout espoir d'une victoire totale, d'une reconnaissance universelle des décisions cardinalices de déposition et de réélection. Dès ce moment, on se prépare en Avignon à un conflit long et on concentre ses forces, non plus sur une lutte propagandiste et judiciaire, mais bien sur la mise en place d'une armée capable de replacer »de fait« Clément VII sur la cathèdre de Pierre au Vatican⁴.

En réalisant cet exercice, on voit se dessiner une multitude de situations locales, une abondance de variations diplomatiques et politiques et, de ce fait, une véritable conjugaison d'attitudes face au schisme. Pour sonder ces dernières, nous proposons dans les pages qui suivent deux approches, définies en bonne partie par le matériau de construction prioritairement retenu et utilisé:

Dans une première partie, nous nous concentrons sur l'abondante littérature secondaire, de façon à apprécier les choix faits au lendemain de l'élection de Fondi par les ensembles territoriaux et princiers. Enrichissant de quelques documents inédits les travaux retenus, il s'agit de décrire et d'analyser les raisons de ces choix et de montrer la variété d'attitudes possibles, même si tout se réduit finalement à la question: Rome ou Avignon? C'est là le programme des pages suivantes, le reste de notre texte trouvant refuge dans un numéro postérieur de »Francia« pour des raisons d'espace⁵.

Dans un second temps, utilisant aussi bien les travaux que les sources, nous resserrons notre attention sur le problème du contrôle des sièges épiscopaux et

¹ À titre d'exemple des préoccupations manifestées par les historiens positivistes, on pourra consulter l'introduction de l'ouvrage de Louis GAYET, *Le Grand Schisme d'Occident* d'après les documents contemporains. Les origines, 2 vol., Paris 1899.

² Nous avons eu l'occasion de montrer que tel était loin d'être le cas, par exemple dans les monarchies espagnoles ou dans le royaume de Naples. Cf. Philippe GENEQUAND, *L'organisation et la politique de la cour pontificale de Clément VII (1378–1394)*. À partir des documents comptables et des lettres, Genève 2003, inédit, p. 901–927, 1002.

³ Sans nous interdire, quand les conditions l'imposent, d'outrepasser en aval cette fourchette chronologique, comme nous franchissons parfois, vers l'est ou vers le nord, la frontière linguistique.

⁴ GENEQUAND, *L'organisation* (voir n. 2), p. 954–963.

⁵ Je profite de remercier ici très cordialement Stefan Weiß, non seulement pour son invitation à participer à l'atelier, mais encore pour l'accueil qu'il a réservé à un texte qui a pris de l'ampleur au fur et à mesure des réflexions et de la rédaction.

abbatiaux, auxquels les pontifes rivaux accordent une grande attention. Dépend en effet de cet effort la prise en main ecclésiastique des régions contestées. Changeant d'optique, renversant l'attention de la périphérie au centre, nous considérerons ainsi l'action de Clément VII sur la base des sources administratives conservées. On retiendra alors les questions suivantes: le pape de Fondi a-t-il eu une politique cohérente dans les terres qui forment l'une des frontières de son obédience? Comment peut-on y décrire son action? Comment en pondérer l'importance?

Région considérée

Dès l'abord, il est important de proposer une liste des régions et – puisque nos documents sont essentiellement de nature ecclésiastique – des diocèses considérés. La voici, sans guère d'apprêt, du sud au nord et d'ouest en est.

On considère ainsi la Provence, le Dauphiné, la Savoie et le comté de Genève, les pays suisses, la Bourgogne, le Luxembourg, l'Alsace, la Lorraine et les Pays-Bas (c'est-à-dire le Brabant, le Hainaut, la Flandre, Liège et Utrecht).

Du point de vue de la carte ecclésiastique, les diocèses d'Arles, Avignon, Orange, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Cavaillon, Carpentras, Apt, Aix, Marseille, Toulon, Fréjus, Sisteron, Gap, Riez, Digne, Senez, Glandèves, Nice, Grasse, Vence et Vaison pour la Provence (soit vingt et un diocèses); Embrun, Grenoble, Valence et Die et Vienne pour le Dauphiné (soit quatre diocèses); Genève, Belley, Saint-Jean-de-Maurienne, Tarentaise, Sion, Chambéry, Aoste, Ivry, Turin, Lausanne, Mâcon et Lyon pour les régions genevoise et savoyarde (soit douze diocèses); Besançon, Bâle, Langres, Châlons-sur-Saône, Nancy et Autun pour la Bourgogne (soit six diocèses); enfin Strasbourg, Toul, Verdun, Metz, Trèves, Cambrai, Laon, Arras, Tournai, Liège, Utrecht, Thérouanne pour la Flandre, l'Alsace, la Lorraine, le Luxembourg et les Pays-Bas (soit douze diocèses). En tout, la région considérée touche le territoire de cinquante-cinq diocèses, soit 14% des sièges concernés par une collation de Clément VII⁶.

Méthode d'analyse

Dans l'ensemble, les informations utilisées ici sont bien connues. C'est donc leur regroupement dans une problématique commune qui présente un intérêt réel et un éclairage nouveau. Quelle est-elle? Et quelle est sa validité méthodologique?

⁶ Durant les seize années de son pontificat, le pape d'Avignon pourvoit en effet à la collation de 393 diocèses en 1589 lettres de collations aux bénéfices majeurs.

Longtemps, l'histoire du schisme n'a pas été dissociée de la question posée par la double élection de 1378: quel est le vrai pape? Emportée par l'importance de la légitimité et de la centralisation romaines que connaît le XIX^e siècle, la question a évolué vers la nécessité de prouver que le véritable pape est nécessairement à Rome, donc que Clément VII est un usurpateur. Dès lors, il s'agissait d'identifier les fautifs, de trouver les faiseurs de schisme qui ont mis en danger l'Église et déchiré la robe sans couture. Au-delà de la responsabilité évidemment écrasante des cardinaux, on a fait porter le poids du schisme sur la politique des princes, et avant tout sur celle du plus puissant d'entre eux, le roi de France. Même un historien comme Noël Valois, dont le travail est encore une référence pour l'établissement des faits et l'utilisation du matériel documentaire – sources narratives et administratives confondues –, n'échappe pas à cette problématique, lui qui désire tout d'abord prouver que Charles V n'est pas le »fauteur de schisme« souvent décrit. Son travail de très grande qualité sacrifie donc à une problématique qui devrait nous apparaître largement dépassée. La violence de certains débats récents⁷, la nécessité de nouvelles mises au point⁸ prouvent que la question n'est pas encore tranchée et que le schisme fait encore question: l'absence de décision du concile de Constance, content d'obtenir la réunification de l'Église et ne prenant pas parti sur la légitimité des deux papes de 1378, pèse sur les consciences, amuse, fascine ou irrite les intelligences. Le présent article ne s'inscrit pas directement dans cette tradition, mais il désire participer au débat en enrichissant la connaissance des événements des premières années du grand schisme: il offre des perspectives d'analyse renouvelées grâce à l'utilisation des documents administratifs avignonnais que Noël Valois et d'autres ont vu mais qui demeurent inédits; en proposant un affinage des causes et des modes d'adhésion à Avignon ou à Rome; en refusant de placer la question du schisme dans un contexte de politique européenne mais en la restituant à son contexte local, familial, dynastique, politique ou économique.

⁷ À témoin le colloque qui s'est tenu à Avignon en 1978 – en particulier l'article de Henri BRESC, *Les partis cardinalices et leurs ambitions dynastiques*, dans: *Genèse et débuts du grand schisme d'Occident (1362–1394)*, actes du colloque d'Avignon des 25–28 septembre 1978, Paris 1980, p. 45–57. Cet auteur récidive d'ailleurs en 2003 au colloque de Fanjeaux (ID., *La mystique de la Rome avignonnaise et la numérologie chrétienne* de Pierre Ameilh, dans: *Le Midi et le Grand Schisme d'Occident*, Toulouse 2004 [Cahiers de Fanjeaux, 39], p. 109–132), colloque qui a vu à plusieurs reprises les clémentins du XXI^e siècle reprendre ceux de leurs collègues qui avaient le malheur d'accoler le qualificatif d'»antipape« à Clément VII ou à Benoît XIII. À l'évidence, l'affaire de la légitimité des papes élus en 1378 n'a pas encore fait l'unanimité dans la profession historique.

⁸ Robert DELORT, *Aux origines du Grand Schisme. L'élection de Robert de Genève, pape Clément III [sic] (avril–septembre 1378)*, dans: Barbara ROTH-LOCHNER, François WALTER, Marc NEUENSCHWANDER (dir.), *Des archives à la mémoire. Mélanges d'histoire politique, religieuse et sociale offerts à Louis Binz*, Genève 1995, p. 53–79.

Pour ce faire, il s'agit d'abord de reprendre dans une optique comparatiste les histoires bien établies des pays d'Empire de langue française, de sonder ce qu'il est possible de connaître des discussions et des décisions prises face à la question du schisme, et de prendre position sur ces bases, en tentant de conserver à l'analyse une certaine finesse. Dans une seconde partie, on se penchera sur les actions du pape avignonnais, on sondera l'action politique de Clément VII dans la région et, pour enrichir les résultats, on versera au dossier nombre de documents inédits issus du dépouillement quasiment exhaustif des archives clémentines conservées au Vatican.

Présentons rapidement ces derniers, qui proviennent essentiellement de trois fonds distincts:

- Les archives camérales: elles recueillent l'ensemble de la production archivistique de la Chambre apostolique parmi laquelle on mettra en exergue les comptes de la caisse centrale de l'Église, les *Introitus et Exitus*⁹, sans oublier de citer la protéiforme série des *Collectoriae*¹⁰, ainsi que les lettres camérales¹¹, souvent moins exploitées.

- Les registres des lettres pontificales: ils contiennent la documentation produite par la Chancellerie, soit près de soixante-dix volumes de six cents folios, une manne d'informations difficile à manœuvrer¹²! Notons que près de la moitié des lettres concerne la dévolution des bénéfices mineurs. Notons aussi que – trois fois hélas – les lettres dites secrètes, celles qui concernent au premier

⁹ Pour le pontificat de Clément VII, ce sont les registres *Archivio Segreto Vaticano* (désormais: ASV) *Cam. Ap. Intr. et Ex.* 337, 338, 350 à 356 et 359 à 371. La dernière présentation publiée, extrêmement intéressante, est celle de Stefan WEISS, *Rechnungswesen und Buchhaltung des Avignoneser Papsttums. Eine Quellenkunde*, Hanovre 2003.

¹⁰ Pour notre période et notre problématique, il faut en particulier retenir les cotes suivantes: ASV *Cam. Ap. Collect.* 265 à 270 (comptes du Comtat Venaissin), 453, 454 (comptes divers) et 468, 469 (gestion du trésor).

¹¹ Il faut distinguer les lettres concernant la Chambre et signées par le pape, qui respectent les caractéristiques diplomatiques de la correspondance pontificale, des missives dues à la plume du Camérier. Nous conservons de larges quantités des premières pour les années II à VII et IX à XVI dans les registres de lettres suivants: ASV *Reg. Aven.* 233, fol. 15r–144r pour les années II à VI (surtout la cinquième année); ASV *Reg. Aven.* 238, fol. 93r–192r (an VI); ASV *Reg. Aven.* 242, fol. 94r–98r (an VII); ASV *Reg. Aven.* 250, fol. 274r–330r (an IX); ASV *Reg. Aven.* 275 (an X); ASV *Reg. Aven.* 277 (ans X à XV); ASV *Reg. Vat.* 301 (an XII et XIII); ASV *Reg. Aven.* 270, fol. 1r–163r (an XIV); ASV *Reg. Aven.* 272, fol. 66r–147r (an XV); ASV *Reg. Aven.* 274, fol. 1r–34r (an XVI). En ce qui concerne les secondes, on les trouve dans les volumes suivants, que nous proposons ici dans un ordre globalement chronologique: ASV *Cam. Ap. Collect.* 358 (1371–1381), 393 (1376–1379), 359 (1377–1388), 360 (1382–1385), 501 (1383–1385), 361 (1385–1386), 362 (1386–1388), 364 (1386–1389), 394 (1388–1395), 365 (1389–1392), 395 (1391), 368 (1392–1395), 369 (1392–1393), 370 (1393–1394), 371 (1393–1394) et 372 (1392–1407), mais aussi dans les registres de lettres pontificales ASV *Reg. Aven.* 220 (1372–1381) et ASV *Reg. Vat.* 308 (1393–1394).

¹² Le pontificat clémentin se retrouve dans les volumes 205 à 275 et 279 des registres dits d'Avignon (ASV *Reg. Aven.*) et dans les numéros 291 à 307 de ceux du Vatican (ASV *Reg. Vat.*).

chef la diplomatie pontificale, sont perdues. Cette perte est partiellement compensée par la conservation des lettres curiales et par l'abondance des autres correspondances à destination moins politique: lettres de grâce (dévolution de l'autel portatif, du libre choix du confesseur, d'une absolution plénière, etc.), missives attribuant des avantages pour l'accès au marché des bénéfices (droit de percevoir des revenus sans résider, diverses dispenses), etc.

– Les suppliques (trente-cinq volumes d'environ deux cents folios, soit près de 100 000 suppliques)¹³: elles sont avant tout précieuses, dans le contexte qui est le nôtre, par l'organisation de certaines demandes en liste patronnées appelées »rôles« (*rotulus*). On compte environ deux mille rôles dans les sources du pontificat clémentin, lesquels donnent ainsi à connaître les groupes de clercs qui se rassemblent autour des grands personnages, laïcs ou ecclésiastiques. C'est sur leur étude que nous avons concentré notre attention, nous livrant à quelques sauts ponctuels dans les océans des suppliques individuelles présentées pour les bénéfices vacants. Malgré leur nombre astronomique, il faut se garder de considérer que les suppliques ont été toutes conservées. On note en effet l'absence complète de celles de la cinquième année et de grandes lacunes dans les années VIII et XII à XVI.

Il est temps à présent de plonger sans plus attendre dans la matière même de l'événement-schisme.

2. Clémentisme ou urbanisme?

Au lendemain du 20 septembre 1378, l'Occident latin ébahi ou horrifié prend acte de la décision sans précédent des cardinaux réunis à Fondi: ils viennent d'élire un autre pape, moins de six mois après en avoir porté un à la tiare et à peine six semaines après avoir déclaré invalide leur premier choix. Pour tous, une fois l'information confirmée, souvent par des envoyés des cardinaux eux-mêmes, particulièrement désireux de faire comprendre et accepter leur attitude, il s'agit à présent de prendre position: doivent-ils considérer la seconde élection comme nulle et non avenue? Doivent-ils suivre dans ses choix un Sacré Collège bien volage? Sur la base de quels éléments doivent-ils se déterminer? Cette dernière interrogation constitue le cœur de l'analyse qui suit, géographiquement limitée aux territoires que nous venons de délimiter.

¹³ Il s'agit des volumes suivants: ASV *Reg. Suppl.* 47 à 81. Pour plus de détails concernant l'ensemble des séries documentaires citées, nous renvoyons à GENEQUAND, *L'organisation* (voir n. 2), p. 31–144.

2.1. Les alliés évidents

Pour certains des ensembles politiques de la façade occidentale de l'Empire, la question est vite tranchée: c'est le cas en premier lieu du comté de Genève¹⁴, uni derrière la chance unique qui échoit à l'un de ses fils. D'une certaine façon, le comte Pierre cesse dès le 20 septembre 1378 d'être comte, devenant bien plutôt le frère du pape. Durant quatorze ans, jusqu'à sa mort survenue à la fin du mois de mars 1392, il est l'un des principaux capitaines du nouvel élu. Dès le mois d'avril 1379, il se rend à la Grande Chartreuse en compagnie de l'évêque de Grenoble, le futur camérier François de Conzié, pour y faire entériner le choix des cardinaux¹⁵. En mai, il est à Lausanne dans le même but, au chapitre général des Prêcheurs¹⁶. Ses premières ambassades sont couronnées d'un succès certain puisque l'essentiel de ces deux ordres fait le choix du clémentisme. Pour ses efforts du printemps, il reçoit de la Chambre un millier de florins¹⁷. Participant aux conciliabules secrets des premiers mois de 1380 pour mettre au point les plans napolitains de son frère (ils débouchent sur l'adoption de Louis d'Anjou par la reine de Naples), il participe ensuite à l'expédition militaire menée par celui-là en Italie dans les années 1382–1384. Il est présent à Molise lorsque agonise Amédée VI à la fin de l'hiver 1383. Il sert d'éclaireur au roi de Sicile clémentin en février 1384, menant des reconnaissances depuis la base arrière de Tarente en direction de Naples. En novembre 1384, la catastrophe étant avérée en Italie, Pierre est de retour en Avignon, pensionné dès lors à hauteur de cinq cents florins par mois¹⁸. Il quitte la ville pontificale pour Paris avant la fin de l'année avec un rang éminent, attesté par le montant de ses gages journaliers – vingt francs¹⁹ –, très probablement pour analyser avec le roi et les ducs les suites à donner à la malheureuse expédition napolitaine. Entre 1386 et 1392, il se retrouve à plusieurs reprises à la tête des troupes clémentines dans la guerre qui pourrait la fin du règne, celle qui oppose le pape d'Avignon au neveu de son prédécesseur, le seigneur des Baux-de-Provence, Raymond de Turenne; dès 1389, il en devient même le principal commandant.

¹⁴ Le livre de référence demeure pour l'heure celui de Pierre DUPARC, *Le Comté de Genève, IX^e–XV^e siècle*, Genève 1955 (Mémoires et Documents de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, 39).

¹⁵ Noël VALOIS, *La France et le grand schisme d'Occident*, Paris 1896–1902, t. II, p. 238.

¹⁶ Bernard MONTAGNES, *Le rôle du Midi dominicain au temps du Grand Schisme*, dans: *Le Midi et le Grand Schisme* (voir n. 7), p. 305–330, plus particulièrement p. 312–315.

¹⁷ *ASV Cam. Ap. Intr. et Ex.* 354, fol. 109r, 118r, 130v.

¹⁸ On note cent francs le 3 novembre pour son hôtel et trois cents francs de plus le 14, en déduction de sa pension (*ASV Cam. Ap. Intr. et Ex.* 359, fol. 61v, 64r). La somme manquant sur celle-ci lui est réglée le 28 novembre (*ASV Cam. Ap. Intr. et Ex.* 359, fol. 67r). Par la suite, la pension est très régulièrement payée et toujours par la caisse centrale. Le pape soigne les siens. On épargne au lecteur la liste des versements.

¹⁹ *ASV Cam. Ap. Intr. et Ex.* 359, fol. 66v.

Si le comte met son épée sans hésitation au service du pape, c'est aussi le cas des familles du comté et du diocèse, nombreuses à pétitionner en Avignon et qui y sont très bien accueillies²⁰. Elles fournissent à Clément VII tout ce qu'il peut désirer en administrateurs, troupes et capitaines. Aucune ne semble avoir hésité un instant pour saisir la chance de jouer dans la cour des grands.

Le cas de la Savoie n'est guère plus complexe à exposer²¹ : en paix avec leurs voisins du Genevois depuis un bon demi-siècle, les comtes de Savoie désirent eux aussi profiter de l'aubaine qui fait de leurs terres un vivier de recrutement pour l'administration et l'entourage du pape, et du comte un homme de premier plan sur l'échiquier européen. Selon Bruno Galland²², le ralliement d'Amédée VI au camp cardinalice est acquis dès l'été 1378. La première lettre scellée en Avignon en faveur du comte est datée du 16 janvier de l'année suivante.

Rien ne remet par la suite en doute ce ralliement précoce, pas même la mort en Italie du comte en février 1383 et la périlleuse minorité d'Amédée VII : la proximité familiale et géographique entre Savoie et Genève se révèle suffisante pour maintenir vaillamment que vaillamment une fidélité parfaite du trône de Chambéry envers Avignon. C'est d'ailleurs bien sur le lien familial que le pape insiste dans la lettre de janvier 1379, demandant des renforts : *ut nepos dilectus ad avunculum preclarissimum*²³.

Au-delà du cercle du pouvoir, des liens familiaux eux-mêmes, la population du comté suit son prince avec fidélité et peut-être avec enthousiasme pour embrasser apparemment sans réticence la cause du second élu²⁴. C'est d'autant plus remarquable – et d'autant plus important pour Clément VII – que la Sa-

²⁰ Sven STELLING-MICHAUD, Genevois à la Curie d'Avignon au XIV^e siècle, dans : Bulletin de la société d'histoire et d'archéologie de Genève 9 (1950), p. 273–323; Louis BINZ, Le népotisme de Clément VII et le diocèse de Genève, dans : Genèse et débuts du grand schisme (voir n. 7), p. 107–123; Roger-Charles LOGOZ, Clément VII (Robert de Genève). Sa chancellerie et le clergé romand au début du grand schisme (1378–1394), Lausanne 1974 (Mémoires et Documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande, troisième série, 10); et GENEQUAND, L'organisation (voir n. 2), p. 473–485, 684–706.

²¹ En guise d'orientation bibliographique, outre l'ouvrage de Bruno Galland cité dans les notes suivantes, on pourra se référer à Bernard DEMOTZ, Le comté de Savoie du XI^e au XV^e siècle. Pouvoir, château et État au Moyen Âge, Genève 2000; Réjane BRONDY, Bernard DEMOTZ, Jean-Pierre LEGUAY, La Savoie de l'an mil à la Réforme, Rennes 1984; Guido CASTELNUOVO, Dynasties seigneuriales, lignages urbains et parentés d'officiers de part et d'autre des Alpes. L'exemple de la Principauté savoyarde (début du XIV^e–milieu du XV^e siècle), dans : Mémoires et documents de la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie 104 (2002), p. 49–60; ID., Ufficiali e gentiluomini. La società politica sabaudia nel tardo medioevo, Milan 1994; et à Bernard DEMOTZ, Savoie, dans : Lexikon des Mittelalters, vol. 7, Munich 1995, col. 1415–1422.

²² Bruno GALLAND, Les papes d'Avignon et la maison de Savoie (1309–1409), Rome 1998 (Collection de l'École Française de Rome, 247), p. 306.

²³ Citation proposée par GALLAND, Les papes (voir n. 22), p. 307.

²⁴ Ibid., p. 311sq.

voie constitue une des frontières de l'obédience, que ce soit au sud (possessions piémontaises de la famille autour de Turin) ou à l'est (là où les terres savoyardes font contact avec celles des Habsbourg, urbanistes dès la mort de Léopold III en 1386).

Le Dauphiné ne pose guère plus de problèmes d'analyse: terre d'Empire mais territoire apanager pour l'héritier du trône de France, il s'aligne sur l'attitude du trône parisien. Dès la fin du premier semestre de 1379, le Dauphiné est très officiellement partie prenante de l'obédience clémentine²⁵.

Avec le Dauphiné, nous terminons le passage en revue des alliés évidents. Point n'est besoin d'une longue analyse des raisons de ces choix: la familiarité, la proximité, l'intérêt se conjuguent pour jeter sans réserve ces ensembles dans le giron avignonnais, apparemment sans fausse note et sans résistance. Les «cousins» du pape ne tardent d'ailleurs pas à recevoir les dividendes de leur soutien: les lettres de grâce pleuvent, les engagements militaires se multiplient, engraisant les soudards et les capitaines (à commencer on l'a vu par le comte de Genève), et les suppliques sont reçues avec bienveillance par le pape.

2.2. *Le sud: la Provence angevine*

Relevant de la couronne de Naples – ce qui nous contraint à étendre à celle-ci nos préoccupations²⁶ –, la Provence est à la fin du XIV^e siècle une principauté

²⁵ On recourra pour s'orienter aux ouvrages suivants: Auguste DUSSERT, *Les États du Dauphiné aux XIV^e et XV^e siècles*, Grenoble 1915; Thérèse SCLAFERT, *Le Haut Dauphiné au Moyen Âge*, Paris 1926; Pierette PARAVY, *De la chrétienté romaine à la Réforme en Dauphiné. Évêques, fidèles et déviants (vers 1340–vers 1530)*, 2 vol., Rome 1993 (Collection de l'École française de Rome, 183); Vital CHOMEL et al. (dir.), *Dauphiné, France: de la principauté indépendante à la province (XII^e–XVIII^e siècles)*, Grenoble 1999, et aux articles suivants: Brigitte BEDOS-REZAK, *Sceaux seigneuriaux et structures sociales en Dauphiné de 1170 à 1349*, dans: *Économies et sociétés dans le Dauphiné médiéval. Actes du 108^e congrès national des Sociétés Savantes*, Grenoble 1983, Paris 1984, p. 23–49; Isabelle VERNUS-MOUTIN, *Les États du Dauphiné et l'impôt (vers 1349–vers 1476)*, dans: *Violence et contestation au Moyen Âge. Actes du 114^e congrès national des Sociétés Savantes*, Paris 1989, Paris 1990, p. 113–122. Synthèse et références complémentaires: Vital CHOMEL, Gérard GIORDANENGO, *Dauphiné*, dans: *Lexikon des Mittelalters*, vol. 3, Munich 1986, col. 586–592.

²⁶ Pour la connaissance des enjeux politiques du Royaume, on se référera à Émile-Guillaume LÉONARD, *Les Angevins de Naples*, Paris 1954; Paolo BREZZI, *Il regno di Napoli e il grande scisma d'Occidente*, dans: *Studi di storia cristiana ed ecclesiastica* 2 (1960); Olderico PROVSKY, *L'elezione di Urbano VI e l'insorgere dello scisma d'Occidente*, Rome 1960 (*Miscellanea della Società Romana di storia patria*, 20); Giuseppe GALASSO, *Il Mezzogiorno angioino e aragonese*, Turin 1992 (*Storia d'Italia*, 15/1); synthèse rapide et bibliographie complémentaire par Errico CUOZZO, *Neapel*, Kgr., dans: *Lexikon des Mittelalters*, vol. 6, Munich 1993, col. 1076–1077.

cohérente, prospère et bien administrée²⁷. Elle profite aussi d'une grande cohésion territoriale, tolérant en son sein les seules possessions pontificales (le Comtat Venaissin, en mains ecclésiastiques dès 1229²⁸, et Avignon, vendue à Clément VI par Jeanne I^{ère} en 1348).

Au moment de l'éclatement du schisme, l'attitude et la position de la souveraine napolitaine sont complexes et inconfortables: portée à titre personnel vers le parti des cardinaux, donc vers l'élu de septembre, la reine est amenée à s'opposer à l'«enfant du pays»²⁹, ce qui heurte violemment le sentiment populaire. Ce dernier trouve d'ailleurs l'occasion de se manifester très vivement au printemps 1379, lorsque Clément VII vient rendre visite à celle qui a été la première protectrice des cardinaux révoltés, celle sur le territoire de laquelle l'élection de septembre a pris place. Partant du port de Gaète le 9 mai 1379, le nouveau pape est très bien accueilli par la reine et, apparemment, par la population, jusqu'à ce que, prenant prétexte d'un coup donné par un membre de l'entourage pontifical à un bourgeois de la ville, la capitale se soulève, mettant à sac le palais de l'archevêque et l'abbaye de *San Pietro Ad Aram*, tenue en commende par le cardinal de Saint-Eustache³⁰, puis y installant les élus d'Urbain VI. N'y tenant plus, Clément VII quitte précipitamment la capitale du royaume le 13 mai et retourne à Sperlonga, d'où il ne tarde guère à s'embarquer pour Avignon. La souveraine napolitaine se retrouve alors dans une

²⁷ Quelques indications bibliographiques spécifiquement consacrées à la portion du royaume de Naples qu'est la Provence à la fin du XIV^e siècle: Isabelle BONNOT (dir.), *Marseille et ses rois de Naples. La diagonale angevine (1265–1382)*, Marseille, Aix 1988; Noël COULET, *Aix-en-Provence. Espace et relations d'une capitale (milieu XIV^e s.–milieu XV^e s.)*, 2 vol., Aix-en-Provence 1988; Edmond-René LABANDE, Louis I^{er} d'Anjou, la Provence et Marseille, dans: *Le Moyen Âge* 54 (1948), p. 298–325; Lucie LAROCHELLE, *Le vocabulaire social et les contours de la noblesse urbaine provençale à la fin du Moyen Âge: l'exemple d'Aix*, dans: *Annales du Midi* 104 (1992), p. 163–173; Marcelle-Renée REYNAUD, *La deuxième maison d'Anjou-Provence et la papauté (ca 1380–ca 1434)*, dans: Pierre GUICHARD et al., *Papauté, monachisme et théories politiques. Études d'histoire médiévale offertes à Marcel Pacaut*, Lyon 1994, vol. 1, p. 161–172; synthèse et bibliographie complémentaire par Noël COULET, *Provence, B. Mittelalter*, dans: *Lexikon des Mittelalters*, vol. 7, Munich 1995, col. 276–280.

²⁸ L'ouvrage de base demeure celui de Claude FAURE, *Étude sur l'administration et l'histoire du Comtat-Venaissin du XIII^e au XV^e siècle (1229–1417)*, Paris, Avignon 1909; renouvelé pour notre période par Germain BUTAUD, *Guerre et vie publique en Comtat Venaissin et à Avignon (vers 1350–vers 1450)*, Nice 2001, inédit. Synthèse et bibliographie complémentaire par Michel HAYEZ, *Comtat Venaissin*, dans: *Lexikon des Mittelalters*, vol. 3, Munich 1986, col. 107–108.

²⁹ Bartolomeo Prignano – Urbain VI – est en effet napolitain de naissance et archevêque de Bari au moment de l'élection contestée d'avril (Monique MAILLARD-LUYPAERT, *Urbain VI*, dans: Philippe LEVILLAIN (dir.), *Dictionnaire historique de la papauté*, Paris 1994, p. 1681–1683).

³⁰ Pierre Flandrin, cardinal-diacre de Saint-Eustache (mise au point des connaissances à son sujet dans le récent article de Anne-Lise REY-COURTEL, *Les cardinaux du Midi pendant le Grand Schisme*, dans: *Le Midi et le Grand Schisme* [voir n. 7], p. 59).

situation si inconfortable qu'elle se rallie à l'obédience romaine pour satisfaire son peuple.

Par la suite, tout en maintenant sa »couverture« urbaniste, elle entretient avec Avignon des contacts secrets et prête – certes avec certaines réticences³¹ – son concours au plan qui prévoit l'adoption de Louis d'Anjou comme héritier du trône. C'est chose faite par lettre du 29 juin 1380, ratifiée par le pape en date des 22 et 23 juillet³². Effrayée de la réaction que provoquerait à Naples une telle décision, la reine obtient que l'accord y demeure secret et qu'il ne devienne public que le jour où le nouvel héritier pénétrera dans le royaume avec les troupes nécessaires.

Demeurons sur ce hiatus entre désirs des gouvernants et sentiment de la population, et retournons en Provence. Celle-ci n'a guère de raisons, elle non plus, de porter dans son cœur le duc d'Anjou, et ce n'est pas un enthousiasme débordant qui accueille la nouvelle de l'adoption de ce dernier par la comtesse de Provence. Contrairement à la reine, la population ne voit guère d'avantage politique à se trouver dorénavant promise à lui. Lorsque Jeanne est supplantée par Charles de Duras à la fin de l'été 1381³³, puis rapidement éliminée, la menace de dépendre du duc se fait terriblement concrète au point d'émouvoir une partie importante de la population provençale³⁴, tant et si bien qu'éclate entre 1382 et 1386 une véritable guerre au sein de l'obédience clémentine. Dite de la Ligue d'Aix ou de l'Union d'Aix, cette guerre signale à n'en pas douter la profondeur des craintes que certaines communautés nourrissent envers le duc d'Anjou. Il ne s'agit pas pour elles de remettre en cause le choix de l'obédience clémentine – la Provence est trop contente d'avoir »récupéré« son

³¹ Les réticences de la reine ne sont pas à mettre en relation avec le détenteur avignonnais du pouvoir des clés, mais bien avec les relations difficiles qu'elle a connues dans le passé avec Louis d'Anjou. En 1368, en effet, alors que ce dernier était lieutenant général de Charles V en Languedoc, il s'en était pris aux possessions provençales de la reine, dans l'espoir d'obtenir l'annexion du comté, un espoir qui fait partie des volontés expansionnistes de Paris. Dans un tel contexte, et même si plus d'une décennie s'est écoulée, on comprend les difficultés de la reine. On pondère alors mieux son besoin désespéré d'appui en la voyant céder en quelques mois au plan qui fait de son ennemi d'hier son fils d'aujourd'hui et son héritier de demain!

³² ASV *Reg. Aven.* 224, fol. 586r et sq.

³³ On trouvera plus de détails sur les événements napolitains chez LÉONARD, *Les Angevins* (voir n. 26), p. 462–469.

³⁴ Si on dessine plus finement la ligne de démarcation, on constate une division tripartite en Provence: »Du côté de Louis d'Anjou se trouvaient les prélats, la plupart de la haute noblesse, et les villes de Marseille et d'Apt.[...] Marseille était le soutien le plus fiable du duc de Calabre, là où les galères appuyant son expédition se préparaient à partir. De l'autre la plupart des communautés provençales réservaient leur position, restaient dans l'expectative, fidèles à la reine Jeanne sans reconnaître son fils adoptif. Enfin, certaines communautés, Aix en tête, affichaient une hostilité résolue contre le duc.« (BUTAUD, *Guerre et vie* [voir n. 28], p. 89). L'opposition se cristallise donc partiellement le long des lignes de distinction sociale, une nuance à garder en mémoire pour la suite de notre réflexion.

pape, après l'avoir cru perdu en 1376 – mais bien de manifester ses appréhensions autonomistes face à l'oncle du roi de France, et de sérieuses inquiétudes concernant le style de gouvernement qu'il veut instaurer³⁵.

Apparaît donc la primauté des questions politiques sur les préoccupations religieuses – pour ce que valent ces catégories dans le contexte du schisme –, puisque le pape d'Avignon se retrouve en guerre avec une partie de son obédience pour tenter de la raisonner et de l'amener à admettre la justesse de ses choix diplomatiques. C'est bien là une guerre entre pro-angevins et carlistes, non entre clémentins et urbanistes, même si le pape romain tente bien entendu de profiter de la situation en envoyant dans la région quelques nonces bardés de grâces et de pouvoirs de censure.

Le meilleur exemple des limites à apporter aux préoccupations religieuses des plus actifs des thuriféraires de Clément VII, et apparemment donc de ses plus fidèles soutiens, appartient d'ailleurs à ces années. Pour le considérer, il est nécessaire de concentrer à nouveau notre attention sur les événements napolitains. Après sa victoire de 1381, Charles de Duras se tourne vers Urbain VI de façon à échafauder avec lui les plans nécessaires à la prise en main de son nouveau royaume, peut-être à préparer l'invasion de la Provence. Les deux caractères s'additionnent mal: Urbain se sent trahi par le peu d'empressement du roi envers son neveu Butillo et lui reproche la mollesse de sa lutte contre les clémentins dans le Royaume; Charles, quant à lui, est heurté par les violences du pape envers ses propres cardinaux. Après une première crise en 1383 autour de la question de la déchéance du cardinal de Rieti, que le roi parvient à annuler, une seconde, beaucoup plus violente, les oppose au début de l'année 1385, quand le pape enferme et torture six membres de son collège, et l'évêque d'Aquila. En riposte, ce dernier excommunie le roi et la reine de Sicile et jette l'interdit sur le royaume. C'en est plus que Charles III peut supporter: lançant contre le pape l'armée royale tout entière, offrant dix mille florins à qui lui amènerait Urbain, mort ou vif, Charles de Duras l'assiège dans le château de Nocera. À la mi-mars, Urbain est secouru par les seigneurs... clé-

³⁵ Dans les premiers mois du schisme, les habitants de Montpellier se révoltent en effet contre le pouvoir du duc d'Anjou et contre celui de son frère, le roi: ils mettent à mort le chancelier de Louis, ses officiers, ceux de Charles V et jettent les corps des uns et des autres dans les puits de la cité. Clément VII intervient rapidement par l'intermédiaire du cardinal Anglic Grimoard et obtient la soumission des insurgés. Cela n'empêche pas le duc d'Anjou de masser des troupes devant la ville et de menacer ses habitants des pires rétorsions. Revenant d'un mouvement de rage qui l'a mené à menacer la ville de destruction complète, il condamne finalement six cents habitants à mort. La terreur s'empare alors de ces derniers. Il faut une nouvelle intervention du pape, cette fois-ci pour calmer le courroux du duc, sauver la vie des condamnés et trouver un moyen raisonnable de mettre fin à la crise (pour de plus amples détails, nous renvoyons à l'article de J.-C. HELAS, Montpellier, dans: *Lexikon des Mittelalters*, vol. 6, Munich 1993, col. 812-815, et à sa bibliographie en particulier l'ouvrage de Alexandre Ch. GERMAIN, *Histoire de la commune de Montpellier*, 3 vol., Paris 1854).

mentins: Ramondello des Baux des Ursins, François della Ratta, comte de Caserte, Charles d'Artois, comte de Sant'Agata, Thomas de San Severino et Nicolas de Sabran, comte d'Ariano. Comme c'est le cas en Provence, on s'aligne en effet sur les pontifes rivaux pour affirmer son indépendance politique. Autant Aix se fait urbaniste parce qu'elle est carliste, autant ces seigneurs sont clémentins parce qu'angevins, et le pape d'Avignon ne peut qu'apprendre après coup comment ses soutiens napolitains ont sauvé son rival.

Revenons en Provence pour constater qu'une fois le duc décédé (1384) et Aix remise au pas (1388), la question des obédiences y perd toute acuité. Le comté est alors fermement clémentin et Clément VII peut y puiser par la suite les ressources dont il manque cruellement.

2.3. *Les terres bourguignonnes*

Au moment de l'élection de Fondi, s'il n'est pas encore maître du Brabant ou de la Flandre – il lui faut pour cela attendre 1384 –, Philippe le Hardi est déjà investi du duché de Bourgogne³⁶. La présence d'un tel prince des fleurs de lys invite à penser que la Bourgogne ne peut être que clémentine, alignée sur l'attitude de Paris. L'analyse des documents ne valide pourtant pas sans nuance une telle impression. Si le ralliement personnel du duc au pape Clément ne fait guère de doute³⁷, il semble s'atteler avec un zèle limité à la propagation de la «bonne parole», version avignonnaise. Il faut probablement attribuer cela à des raisons de politique intérieure: confronté à des populations qui le considèrent lui-même comme un prince étranger, il peut avec raison craindre que toute ingérence trop marquée dans la question du schisme soit ressentie comme une intolérable agression contre l'indépendance de ces dernières. Aligner de force la Bourgogne sur le royaume de France apparaît en effet une imprudente tentative et le Hardi est, malgré son surnom, trop fin politique pour commettre une telle erreur. En conséquence, il choisit d'employer la douceur et la persévérance. En 1384, il intervient même contre Yolande de

³⁶ Suite à la mort sans postérité de Philippe de Rouvre en 1361, Charles V récupère le duché par droit d'héritage. Dans le cadre de sa politique de reconquête face aux Anglais, il recourt à la tactique des apanages, distribuant à ses frères Jean de Berry et Louis d'Anjou le sud du royaume et à Philippe le Hardi l'est. Dès 1363, à l'âge de vingt et un ans, ce dernier est donc duc en Bourgogne. En 1369, il obtient la main très convoitée de Marguerite de Flandre, non seulement veuve de Philippe de Rouvre (renforçant ainsi son pouvoir et sa légitimité en Bourgogne), mais surtout fille d'un prince sans descendance masculine: Louis de Male, comte de Flandre et de Brabant. Quand ce dernier décède en 1384, Philippe le Hardi hérite de ces deux comtés et entame ainsi la constitution de ce qui va devenir le riche État bourguignon du XV^e siècle.

³⁷ VALOIS, La France (voir n. 15), t. II, p. 235.

Bar, future reine d'Aragon et clémentine de la première heure³⁸, sur plainte des gens d'Ypres qui l'accusent de favoriser des conversions forcées³⁹. On le voit user de la même retenue l'année suivante au profit des Gantois. Il répond ainsi aux délégués de la cité dans une lettre qu'il leur adresse: »Quant à la supplication que vous avés faite sur le fait de l'Église⁴⁰, nous vous ferons informer, toutes fois qu'il vous plaira, de la verité de la matiere, et n'est pas nostre intention de vous faire tenir aucune chose contre vos consciences ne le salut de vos ames«⁴¹.

Force est de constater que le duc fait alors droit à deux communautés urbaines. Le phénomène dont il a été question en Provence, l'enthousiasme moins grand des villes à suivre le pape d'Avignon par rapport à celui ressenti par les élites, issues du même monde que Robert de Genève, se retrouve donc en Bourgogne et en Flandre, quoique pour des raisons différentes.

Fait plus extraordinaire encore, la retenue du duc se lit jusqu'à ses relations personnelles avec Avignon. À comparer les grâces et les concessions qui lui sont faites avec celles que Clément VII accorde au roi de France ou aux ducs de Berry, d'Anjou, voire même de Bourbon, elles apparaissent bien modestes. Considérons trois indicateurs: les lettres de grâce à caractère privé⁴², les rôles de suppliques⁴³ et les échanges de messagers⁴⁴.

³⁸ Elle apparaît en effet à cinq reprises dans les personnes destinataires des grâces pontificales durant la première année du pontificat clémentin, ajoutant à cela l'obtention du *fiat* pontifical sur quatre rôles. Elle continue d'ailleurs par la suite à profiter de l'oreille du pape qui connaît les bénéfices de son adhésion (GENEQUAND, L'organisation [voir n. 2], p. 793, 870. Se référer aux documents suivants: ASV *Reg. Aven.* 215, fol. 52v, 64v; *Reg. Aven.* 217, fol. 16v; *Reg. Aven.* 220, fol. 174v; *Reg. Suppl.* 47, fol. 139r; *Reg. Suppl.* 48, fol. 228r; *Reg. Suppl.* 49, fol. 201v; *Reg. Suppl.* 56, fol. 105r).

³⁹ VALOIS, La France (voir n. 15), t. II, p. 237.

⁴⁰ Le »fait de l'Église« est la formule que les contemporains utilisent pour parler du schisme. Voir par exemple la récente présentation de Mathieu DESACHY, La fin du Schisme dans le Midi toulousain, dans: Le Midi et le Grand Schisme (voir n. 7), p. 355–356.

⁴¹ Cité par VALOIS, La France (voir n. 15), t. II, p. 237.

⁴² En l'absence de l'essentiel de la correspondance politique du pape (lettres secrètes), nous devons nous contenter des lettres dites »communes« pour apprécier les relations entre Avignon et les membres de son obédience. Pour les lettres de grâces, nous puisons dans plusieurs rubriques de ces dernières: outre les protéiformes *de diversis formis* et *de indultis, privilegiis et dispensationibus* (parmi lesquelles on trouve le droit à choisir son confesseur ou celui d'échapper à la rigueur des jeûnes, etc.), on peut citer les missives – assez formulaires mais néanmoins révélatrices – accordant l'absolution (*de absolutione plenaria*) ou des droits dans le domaine de la messe (*de altari portatili*).

⁴³ Cf. n. 13 et 60.

⁴⁴ Si la correspondance diplomatique a presque entièrement disparu, on conserve dans les comptes de la caisse centrale de l'Église la preuve de l'envoi des messagers pontificaux. Ce mode onéreux d'acheminement des missives est réservé aux nouvelles urgentes, ce qui implique que nous trouvons là trace des envois parmi les plus importants dans l'esprit du pape ou de ses principaux administrateurs (voir sur cette question l'article déjà ancien de Yves RENOARD, Comment les papes d'Avignon expédiaient-ils leur courrier?, dans: Revue histo-

2.3.1. Concessions au duc de Bourgogne

La petite Catherine, âgée de dix-huit mois, inaugure les grâces familiales le 31 octobre 1379, avec le droit de disposer d'un autel portatif et d'y faire célébrer avant le lever du jour⁴⁵. C'est par la suite une habitude que de voir les enfants du duc profiter de cette grâce aux alentours de leur premier anniversaire: en 1385, c'est le tour d'Antoine⁴⁶ puis, à la fin de l'année 1386, celui de Marie⁴⁷, à qui succède Philippe en 1390⁴⁸. Du côté du couple ducal, il faut attendre 1382 pour voir la duchesse Margarete être autorisée à fonder une église collégiale dans le diocèse de Besançon⁴⁹; puis, en 1385, à s'adjoindre les compétences spirituelles de moines⁵⁰ et, l'année suivante, à faire exempter son secrétaire, Jean de Hue, de toute taxe pour son canonicat de la cathédrale de Paris⁵¹.

En 1383, le couple ducal reçoit une absolution plénière et, grâce nettement moins commune, le titre de pénitenciers du pape pour leurs confesseurs respectifs⁵². À cela s'ajoute la possibilité pour Philippe de faire dépecer son corps après sa mort et de le faire enterrer dans divers lieux, une concession rarissime accordée un peu plus tard au cardinal d'Amiens⁵³. En 1384, le pape accorde un droit de collation «pré-grégorien» au duc sous la forme d'une repourvue non-limitée des bénéfices venant à vaquer dans ses terres, mais qui laisse toutefois la priorité au pape pour l'ensemble des bénéfices qui sont entre les mains des familiers de la papauté ou du sacré collège⁵⁴. En février 1385, Philippe décroche une dispense de consanguinité pour le mariage de son fils aîné, le futur Jean sans Peur, avec Marguerite de Bavière⁵⁵, union célébrée à Cambrai en avril alors que Jean n'a que quatorze ans. L'année suivante, le duc est pourvu du droit de recevoir de son confesseur l'absolution plénière deux fois l'an, et

rique 180 [1937], p. 1–29). Le manque de détail des mentions comptables – on se contente le plus souvent du nom du messenger et de sa destination – est évidemment regrettable, mais il n'en rend pas l'ensemble inutilisable. Grâce au paiement de ces envois, on connaît l'identité de l'envoyé pontifical, la date et la destination de son voyage. Ce n'est pas si mal.

⁴⁵ ASV *Reg. Aven.* 215, fol. 210r, et ASV *Reg. Aven.* 220, fol. 484r.

⁴⁶ ASV *Reg. Aven.* 242, fol. 265v – 11 novembre 1385.

⁴⁷ ASV *Reg. Aven.* 247, fol. 351v – 16 novembre 1386.

⁴⁸ ASV *Reg. Aven.* 261, fol. 237r – 18 mars 1390.

⁴⁹ ASV *Reg. Aven.* 229, fol. 230r – 23 mars 1382.

⁵⁰ ASV *Reg. Aven.* 242, fol. 270r – 18 septembre 1385.

⁵¹ ASV *Cam. Ap. Collect.* 364, fol. 45r – 15 octobre 1386.

⁵² C'est la duchesse qui obtient la première cette grâce en avril pour le mineur qui la confesse (ASV *Reg. Aven.* 234, fol. 355v – 10 avril 1383), le duc la suivant en cela au mois de juin pour le prêcheur qu'il s'est choisi (ASV *Reg. Aven.* 234, fol. 351r – 5 juin 1383).

⁵³ ASV *Reg. Aven.* 234, fol. 269r – 8 août 1383. Pour Jean de la Grange, voir Pierre DESPORTES, Hélène MILLET, *Le diocèse d'Amiens*, Turnhout 1996 (*Fasti Ecclesiae Gallicanae*. Répertoire prosopographique des évêques, dignitaires et chanoines de France de 1200 à 1500, 1), p. 64–65.

⁵⁴ ASV *Reg. Aven.* 236, fol. 391v et 427r – 10 mai et 14 avril 1384, respectivement.

⁵⁵ ASV *Reg. Aven.* 242, fol. 314v – 8 février 1385.

ce jusqu'à sa mort⁵⁶. Finalement, en 1391, il se voit confirmer les avantages traditionnellement conférés aux fondateurs de maisons religieuses pour une chapelle qu'il a récemment fait achever⁵⁷. On trouve dans les comptes de cette même année d'autres preuves des bonnes relations qu'entretiennent pape et duc. Faisant suite à la visite que le Hardi rend à Clément VII au printemps, il voit ce dernier dépêcher à la mi-avril deux de ses médecins au chevet de la duchesse, malade. De plus, les administrateurs du trésor règlent alors les différents cadeaux offerts au duc: une aiguière d'une valeur de presque neuf cents florins caméraux, un anneau pour trois cent vingt florins de la Chambre et un échiquier précieux pour près de cent florins de plus⁵⁸.

Comparons à présent dans les tableaux suivants les rôles de suppliques reçus et les messagers dépêchés au duc de Bourgogne avec ceux qui sont destinés à ses frères d'Anjou et de Berry et à son neveu le roi:

Rôles reçus⁵⁹

Année	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	Total
Roi	19	9	1	3				2	2	6	10		2	2	1	57
Anjou	20		1	8					1		2			5	1	38
Berry	8	4	1	2		1				1	2		4			23
Bourgogne	2	1	1			1		1		1	1					8

Philippe le Hardi voit ainsi approuvés⁶⁰ trois fois moins de rôles que le duc de Berry son frère, cinq fois moins que le duc d'Anjou et sept fois moins que le trône parisien. La qualité remplace-t-elle la quantité? Comme le prouve l'analyse des deux rôles de la première année⁶¹, tel n'est pas le cas. Dans le pre-

⁵⁶ ASV Reg. Aven. 245, fol. 558r – 14 juin 1386.

⁵⁷ ASV Reg. Aven. 268, fol. 246v – mois d'avril 1391.

⁵⁸ ASV Cam. Ap. Intr. et Ex. 367, fol. 135r, 147r et 166r.

⁵⁹ Un mot sur la question de la datation des rôles et des suppliques. De par le fonctionnement du marché des bénéfices, il est essentiel pour faire valider une collation de disposer de la date la plus haute possible, car c'est là le mode de départage en cas de contestation. C'est une nécessité encore plus grande pour les grâces expectatives qui tombent au début de chaque pontificat. De ce fait, en plus de présenter les demandes elles-mêmes, nombreux sont les impétrants qui supplient pour l'obtention d'une bonne date, amenant une série considérable de concessions à se trouver datées des premières semaines ou des premiers mois du pontificat, quel que soit leur moment réel de rédaction. C'est pourquoi il est important de réserver aux suppliques et aux rôles de la première année une attention particulière, en les considérant non comme des documents des premiers temps du pontificat, mais comme des demandes privilégiées, des cadeaux doubles en quelque sorte. Nous nous concentrons ainsi, à l'exception de tout autre, sur les deux rôles «privilégiés» obtenus par le duc de Bourgogne.

⁶⁰ Comme il est extrêmement improbable de voir le pape refuser d'entrer en matière sur un rôle présenté par le duc de Bourgogne, il faut donc en conclure que les deux rôles approuvés sont les seuls à être présentés par Philippe le Hardi. La modestie est frappante.

⁶¹ Cf. annexe I.

mier, présenté sous son nom, il se contente d'un groupe de neuf demandes, toutes des grâces expectatives. Dans le second, placé sous le patronage de Nicolas de Toulon, son chancelier, sept impétrants se partagent neuf demandes, la part du lion étant réservée à Nicolas lui-même (trois suppliques et une grâce à son seul avantage).

La faiblesse des résultats obtenus s'expliquerait-elle par un entourage cléricale réduit? Obtiendrait-on des résultats très différents en considérant d'autres indicateurs des contacts entre la cour de Dijon et celle d'Avignon? En se référant, par exemple, aux allers et venues des messagers stipendiés par le pape? Le tableau suivant montre que si l'écart entre le duc de Bourgogne et les autres princes des fleurs de lys s'amenuise, il demeure suffisamment significatif pour qu'on puisse conclure à la discrétion volontaire du duc à la curie. Considérons les résultats obtenus.

Messagers dépêchés

Année	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	Total
Roi	4	3	2		13	5	16	6	7	11	23	18	14	14	3	139
Anjou	3	3	2	1	8		5	6	16	4	2	3	3	2	3	61
Berry	1		3		5	5	21	11	3	8		10	4	9	2	82
Bourgogne	1				2	3	1	9	4	5	3	9	4	8	2	51

Le duc de Bourgogne arrive une nouvelle fois en dernière position avec près de 20% de messagers de moins que les Angevins, près de 40% de moins que le duc de Berry et presque trois fois moins que le trône parisien. De plus, si on considère plus précisément les cinquante et un messagers qui lui sont dépêchés, on constate que plus de la moitié d'entre eux concerne les affaires françaises et pas les seules relations entre Avignon et Dijon: vingt-six messages visent en fait non le duc de Bourgogne – et donc la question du schisme dans la région qui nous préoccupe – mais le trône de France et ceux qui s'y accourent, que ce soit durant la minorité de Charles VI (1380–1388⁶²) ou à partir du moment où se déclare sa folie (1392–1394⁶³). Tous les indicateurs que nous sondons inclinent donc dans la même direction: la présence modeste du duc au bas du trône pontifical.

Concluons. Il est bien évident que la retenue que nous venons de constater ne provient pas du pape: on l'imagine mal ne pas considérer favorablement les

⁶² Citons comme exemple le voyage entrepris par Jean de Longchamp, chevaucheur royal, le 4 juillet 1383 à destination de Paris pour y transmettre des lettres du pape au roi et aux ducs de Berry et de Bourgogne (ASV *Cam. Ap. Intr. et Ex.* 356, fol. 110r).

⁶³ Un autre exemple est la mission de Perrinet Verrier, autre chevaucheur, parti pour la capitale du royaume le 15 novembre 1392 avec des lettres pour le roi et pour les ducs de Berry, Bourgogne, Orléans et Bourbon (ASV *Cam. Ap. Intr. et Ex.* 370, fol. 52v).

demandes d'un homme de l'importance de Philippe le Hardi. C'est donc bien le duc de Bourgogne qui modère des demandes, qui limite ses contacts avec la cour avignonnaise, très probablement pour les raisons que nous avons évoquées: pour éviter de froisser ses sujets. Contrairement au cas de la Provence où seule la lecture de la »grande politique« permet de comprendre les attitudes des uns et des autres, c'est une analyse de »politique intérieure« qui est nécessaire pour comprendre la tiédeur clémentine des régions contrôlées par le duc de Bourgogne⁶⁴. Poursuivons à présent notre voyage vers le nord.

2.4. *La Lorraine, l'Alsace et le Luxembourg*

En abordant les régions de Lorraine, d'Alsace et du Luxembourg, nous rencontrons des situations complexes où se mêlent, dans une sarabande endiablée, jeux politiques régionaux, flux économiques, affirmations d'indépendance, principautés ecclésiastiques et pouvoirs urbains. Les seigneurs laïcs y mènent pourtant le bal avec force et poigne, et dictent le pas. C'est d'ailleurs l'une des principales clés pour comprendre le succès d'un clémentisme largement répandu en basse Allemagne.

2.4.1. La Lorraine

Fortement influencée par Paris, dont le duc Jean est un client, la région ne fait guère de difficultés pour adhérer au second élu. Il faut en effet ajouter qu'outre le pouvoir laïc, les clémentins tiennent solidement les principaux sièges de la région. Signalons la présence à Toul du cousin de Clément VII (le futur cardinal Jean de Neufchâtel), à Verdun celle de Guy de Roye (qui va finir archevêque de Reims, après un véritable tour de France des prélatures qui lui vaut cinq transferts pendant le pontificat), à Besançon, immense archidiocèse, celle de Guillaume de Vergy (autre futur cardinal), ou encore à Bâle celle de Jean de Vienne (le propre cousin de l'amiral de France). À Metz, le passage rapide du légat de Clément VII pour l'Allemagne, Guillaume d'Aigrefeuille, le camérier du Sacré Collège, dissipe rapidement les derniers doutes et acquiert l'adhésion des lieux, pour un temps. Il faut dire que la région dépend aussi partiellement du puissant seigneur qu'est Léopold III de Habsbourg, tout acquis au second élu. Sa main de fer soutient ainsi les crosses épiscopales clémentines.

⁶⁴ Aux causes signalées s'ajoute peut-être la parenté qui lie les Valois et les Luxembourg. C'est l'une des pistes centrales de l'article de Stefan Weiß dans ce volume qui analyse la politique étrangère des deux ensembles dans la seconde moitié du XIV^e siècle. Philippe le Hardi pourrait en effet vouloir, plus que ses frères et neveu, demeurer diplomatiquement proche de la famille impériale, étant lui-même devenu *Reichsfürst*.

2.4.2. L'Alsace

En Alsace, l'influence du Habsbourg est plus notable encore qu'en Lorraine, et la région est rapidement acquise au clémentisme, y compris la ville de Strasbourg, dont l'évêque – Frédéric de Blankenheim – pétitionne en Avignon, ou du moins autorise ses dépendants à le faire, à trois reprises et aussi tard que 1382⁶⁵.

2.4.3. Le Luxembourg

On pourrait penser que le duché de Luxembourg, tenu depuis 1353 par le demi-frère de Charles IV, Wenceslas⁶⁶, s'aligne sans guère d'hésitation sur les décisions de la cour impériale. Ce n'est pourtant pas le cas et il est nécessaire de compter le duché parmi les fils fidèles du pape d'Avignon, de façon formelle dès la Noël 1379 si l'on en croit les »Grandes Chroniques de France«⁶⁷

⁶⁵ Deux des rôles sont patronnés de conserve par le trésorier de la cathédrale, Rudolph de Habeen, et par un auditeur des causes du sacré palais, Wilderic de Mitra (ASV *Reg. Suppl.* 64, fol. 96v, et *Reg. Suppl.* 65, fol. 140v), le troisième l'année précédente par le médecin personnel de l'évêque (ASV *Reg. Suppl.* 62, fol. 99v). Passons rapidement en revue les demandes formulées, assez modestes.

Le médecin de l'évêque, Walter, dit Grienbach, de Wisensterg, demande un canonicat sous expectative de prébende pour lui-même dans l'église Saint-Pierre de Strasbourg. Il intervient aussi en faveur de ses neveux (deux fois pour Conrad, deux canonicats sous expectative de prébende, le premier à Worms, le second à Wisensterg au diocèse de Constance; une fois pour Walter, pour un autre canonicat sous expectative de prébende, à Wisensterg) et d'un *dilectus* pour lequel il réclame une simple expectative à la collation de l'évêque, du doyen et du chapitre de Strasbourg.

Le premier rôle présenté par le trésorier de la cathédrale compte trois demandes en faveur de trois clercs du diocèse de Münster: le premier pour un bénéfice vacant dans la cathédrale de ce diocèse, le second pour un canonicat sous expectative dans l'église Saint-Maurice extra muros, près de la même cité, le troisième pour un canonicat et prébende dans une collégiale de ce même diocèse. Le second rôle des deux hommes est un peu plus considérable puisqu'il monte à neuf demandes. Guère plus exorbitant que les rôles précédents, les demandes se limitent à de simples expectatives ou à des canonicats sous expectative de prébende, dans les diocèses de langue allemande: Brême, Constance, Bâle ou Bamberg, sans oublier Strasbourg.

⁶⁶ Pour compléter l'information, on se référera à Winfried REICHERT, *Landesherrschaft zwischen Reich und Frankreich. Verfassung, Wirtschaft und Territorialpolitik in der Grafschaft Luxemburg von der Mitte des 13. bis zur Mitte des 14. Jahrhunderts*, 2 vol., Trèves 1993 (Trierer Historische Forschungen, 24, 1–2), et à Michaël PAULY, *Luxemburg auf dem Schachbrett Karls IV.*, dans: *Hémecht* 48 (1996), p. 379–390, par exemple. Pour la question du schisme, on se retournera une fois de plus vers VALOIS, *La France* (voir n. 15), vol. 1, p. 268sq.

⁶⁷ Citées par VALOIS, *La France* (voir n. 15), vol. 1, p. 282. Les documents clémentins attestent de contacts réguliers dès le début du pontificat: c'est ainsi que le cardinal de Malsec reçoit mandat d'entériner l'accord conclu entre des ecclésiastiques du Brabant et le couple ducal par lettre datée de Fondi le 15 novembre 1378 (ASV *Reg. Aven.* 216, fol. 55r), par exemple. Voir aussi VALOIS, *La France* (voir n. 15), vol. 1, p. 281, n. 5.

et jusqu'à la mort sans postérité de Wenceslas en 1383. Ainsi, selon la formule de Stefan Weiß: »Das Schisma verlief also durch die Familie des Kaisers selbst«⁶⁸. Durant ces quelques années, tout en demeurant plus proche d'Avignon que de Rome, Wenceslas joue de ses relations familiales entre français et impériaux pour tenter de faire valoir sa thèse: la nécessité d'un concile pour mettre fin à la crise. Ses efforts demeurent lettre morte, à Paris comme à Prague.

2.4.4. Évolution de la région

Il est intéressant de constater qu'une dizaine d'années après l'éclatement du schisme, le clémentisme a presque complètement disparu de ces contrées. Une explication rapide de ce changement précise la compréhension des choix de 1378-1380. La première cause du recul de l'obédience d'Avignon doit être recherchée dans les successions dynastiques: ni Wenceslas de Luxembourg, mort en 1383, ni Léopold III de Habsbourg, tué lors de la bataille de Sempach (9 juillet 1386) contre les Suisses, ne sont remplacés par des princes clémentins. Le coup le plus dur est assurément celui de l'été 1386 qui voit disparaître le plus puissant des agents clémentins dans les régions de langue allemande.

La seconde cause – antérieure à ces deux décès, ce qui démontre que l'attitude des gouvernants ne suffit pas à elle seule à expliquer les choix manifestés – met en relief la volonté d'indépendance des aristocraties urbaines. Du fait du clémentisme plus ou moins prononcé de la noblesse, celle-ci se trouve urbaniste. À Strasbourg, l'évêque commence dès 1381 à se rapprocher du parti romain, probablement grâce à l'influence et à l'activité de Wenceslas qui, par ses visites dans la région, y vient contrebalancer le pouvoir du duc de Habsbourg et offrir du même coup une alternative pleinement crédible à ceux qui désirent se démarquer de ce dernier. Frédéric de Blankenstein attend néanmoins 1389 – soit la mort d'Urbain VI – pour adhérer officiellement à l'obédience romaine, ce qui ne l'empêche pas, sous pression de la ville épiscopale, de militer discrètement pour l'urbanisme dès le début des années 1380. En 1382, à l'occasion du décès de Jean de Vienne, Bâle tombe à son tour dans le camp romain. Quant à Metz, elle est perdue dès 1384, malgré les efforts du pape d'Avignon et du bienheureux Pierre de Luxembourg. Privé de nombreuses villes, dont plusieurs sont des sièges épiscopaux, le pape avignonnais doit dès lors admettre de sérieuses pertes d'influence dans la région entre 1385 et 1390. On analysera dans la seconde moitié de cet article les moyens qu'il engage pour limiter les dégâts.

⁶⁸ Voir dans ce volume l'article de Stefan Weiß.

2.5. Les Pays-Bas

Dans la seconde moitié du XIV^e siècle, après une cinquantaine d'années consacrées à la constitution de »principautés« territoriales articulées sur les villes et pourvues de dynasties propres, les ensembles politiques des Pays-Bas regardent vers l'extérieur sous la direction de dirigeants ambitieux, souvent issus de familles d'ampleur européenne⁶⁹. Même si la constitution de l'ensemble territorial dépend de circonstances dynastiques et non nationales, la Flandre bourguignonne est un bon exemple du genre de mouvement en cours: émancipation urbaine, expansionnisme commercial et volonté d'indépendance face aux pouvoirs »féodaux«.

En Hainaut, Hollande et Zélande, l'évolution du demi-siècle qui précède le schisme débouche sur la création d'un ensemble unique, tout entier rassemblé dans les mains du duc de Bavière, Albert de Wittelsbach. Or, ce dernier est moins hostile à Avignon en 1379–1380 que son choix définitif, arrêté au milieu de la décennie suivante, ne le laisse supposer. Dans ses possessions bataves, Albert recherche apparemment en tout un savant équilibre entre les influences française et impériale, de façon à demeurer maître chez lui. C'est peut-être ce qui l'amène à pétitionner en Avignon⁷⁰. L'importance que lui accorde Clément VII se lit dans la date qui est accolée à son rôle, lequel est antedaté au 22 novembre 1378, c'est-à-dire, par exemple, un jour avant le rôle du duc de Bourgogne que nous avons considéré plus haut⁷¹. Sans être d'une exceptionnelle ampleur, celui-ci compte vingt-neuf demandes bénéficiales et insiste tout particulièrement sur la chapelle fondée par le couple comtal à l'invocation de la Vierge. Cette dernière profite de plusieurs grâces peu courantes parmi lesquelles on signalera celle qui promet vingt ans d'indulgence aux fidèles participant aux messes se déroulant en son sein.

Dans la seconde partie du rôle, celle qui se préoccupe de matières purement bénéficiales, on note l'absence de tout impétrant d'origine bavaroise. Les diocèses d'origine des clercs sont en effet Utrecht (dix-huit fois), Liège (à trois reprises), Cambrai et Thérouanne (une fois chacun), pour s'en tenir aux origines assurées. Ainsi, c'est comme comte de Hainaut, de Hollande et de Zélande qu'Albert se signale en Avignon, même si le rôle porte en tête son titre plus

⁶⁹ Signalons la synthèse récente de Walter PREVENIER, *The Low Countries: 1290–1415*, dans: *The New Cambridge Medieval History*, vol. 6 (c. 1300–c. 1415), Cambridge 2000, p. 570–594. Pour aller plus loin, on consultera par exemple les deux ouvrages cosignés par le même auteur: Dirk P. BLOK, Walter PREVENIER et al., *Algemene Geschiedenis der Nederlanden*, vol. 2 et vol. 4, Haarlem 1982 et 1980, qui couvrent bien plus que notre période, mais aussi l'ouvrage classique de Gerardus VAN ASSELDONK, *De Nederlanden en het Westers schisma*, Utrecht 1955, plus spécifiquement consacré au problème qui nous retient ici.

⁷⁰ *ASV Reg. Suppl.* 47, fol. 152r–156v (voir annexe II où on propose une analyse complète de ce rôle).

⁷¹ Pour l'importance de la date pour le marché des bénéfices, voir n. 59.

germanique de *dux Bavarie*. Albert aurait-il joué sur les deux tableaux, envoyant à Rome des demandes bénéficiales concernant ses terres de Bavière, et à Avignon celles qui touchent aux Pays-Bas? L'état des sources urbanistes interdit malheureusement de répondre à cette question de façon certaine, mais ce n'est pas exclu. Si l'on comprend ainsi l'absence de Bavaois dans le rôle adressé à Avignon, il faut admettre que le gouvernant accorde de l'espace aux inclinations de ses possessions: Rome pour la Bavière proprement dite, Avignon pour la Hollande, la Zélande et le Hainaut, ce qui impliquerait que ces régions se sentent clémentines, au moins au moment de l'éclatement du schisme. Une dernière lecture possible, tout empreinte de cynisme, supposerait que le dirigeant pétitionne systématiquement deux fois, auprès des deux papes. Elle se heurte toutefois à l'absence d'un rôle bavaois dans les sources avignonaises que l'on doit considérer comme relativement complètes pour les premières années de Clément VII, et il est par conséquent nécessaire de la considérer comme très peu probable.

Quoi qu'il en soit des nuances de la politique bavaoise à la fin de la décennie soixante-dix, celles-ci s'effacent dans les années qui suivent au point que les Wittelsbach adoptent finalement le choix de la majorité des princes d'Empire: Rome. L'éloignement est évident en 1389 lorsque Clément VII déboute Jean de Hainaut, le fils du comte, de la succession de Jean T'Serclaes à Cambrai au profit d'un de ses familiers, Jean de Luxembourg. »Alors pourquoi? La famille de Bavière est devenue suspecte aux yeux du pape d'Avignon. Il semble qu'un revirement en faveur de la cause urbaniste se soit opéré dans le chef d'Aubert en 1386 déjà, au moment du double mariage de Cambrai⁷². La rupture sera largement consommée en 1390, quand le comte de Hainaut assistera en personne, et en compagnie du prévôt des églises de Mons, à la prestation de serment de son fils, élu de Liège, jurant fidélité à Boniface IX«⁷³.

⁷² Il s'agit de la double alliance conclue entre Albert de Bavière et le duc de Bourgogne, Philippe le Hardi: le fils du premier, Guillaume, mariant la fille du second, Marguerite; la fille du premier, elle aussi prénommée Marguerite, étant épousée par le fils du second, Jean, le futur Jean sans Peur. On peut s'étonner de ce qu'une double alliance matrimoniale conclue avec un prince clémentin n'empêche pas le Wittelsbach de pencher déjà vers Rome. Cela tient probablement à la relative tiédeur du clémentisme public affichée par le duc de Bourgogne. On l'a vu en effet (voir n. 37) hésiter à imposer le pape de la monarchie française dans ses nouvelles possessions, préférer la persuasion à la force de conviction.

⁷³ Monique MAILLARD-LUYPAERT, *Papauté, clercs et laïcs: le diocèse de Cambrai à l'épreuve du Grand Schisme (1378-1417)*, Bruxelles 2001, p. 394.

2.6. Bilan

Puisque, après cette lente reptation entre Empire et royaume, la mer du Nord est atteinte, vient à présent le temps d'une rapide récapitulation des choix effectués par les différentes régions traversées, par les dirigeants considérés. On nous pardonnera d'avoir dû simplifier – malgré le grossissement de la loupe adopté, il s'agit de proposer une synthèse – et d'avoir retenu en priorité les éléments qui manifestent les volontés d'indépendance, ceux qui individualisent les ensembles politiques considérés face aux grandes cours européennes.

C'est ainsi qu'on a validé chemin faisant les critères de choix suivants:

- Les liens familiaux suffisent à expliquer les choix clémentins des comtés de Genève et de Savoie, ainsi que ceux du Dauphiné viennois.

- La décision provençale est à la fois fidèle (à la volonté de la reine Jeanne et aux pontifes installés en son sein depuis près d'un siècle) et intéressée (parce que les retombées de l'installation d'un pape en Avignon ne favorisent pas la seule ville pontificale), mais elle ne se manifeste pas sans hésitation, c'est le moins que l'on puisse dire. Elle coûte en effet une guerre, et est effectuée par les populations et leurs dirigeants locaux *malgré* – la préposition doit être soulignée – le nouveau seigneur des terres. Sait-on ce qu'il serait advenu de la ligue d'Aix si Louis I^{er} n'était pas mort à Tarente? La Provence, malgré son intérêt économique immédiat, aurait-elle accepté de se faire clémentine?

- La Bourgogne et la Flandre se choisissent peu à peu le camp avignonnais, conformément au désir de leur duc, mais sans précipitation. Un mouvement d'autant plus remarquable qu'on a pu souligner la méfiance des villes face à Robert de Genève, non parce que ce dernier déplait en tant que tel, mais parce qu'il est le candidat de la noblesse.

- Les régions de Basse-Allemagne (Lorraine, Alsace, Luxembourg, Suisse orientale) se soumettent dans un premier temps aux choix de leurs seigneurs, mais non sans que les villes manifestent, là aussi, d'importantes réserves lorsque ce dernier se sent des attirances clémentines. Dès que la pression de l'autorité s'estompe ou s'évanouit, elles inclinent vers Rome.

- Les Pays-Bas, finalement, suivent une évolution comparable, connaissant eux aussi une opposition au clémentisme avant tout urbaine et finissant rapidement dans le giron romain, avec cette fois-ci la bénédiction de leur seigneur et maître, Albert de Wittelsbach.

Ainsi, l'évolution politique de la Bourgogne, de la basse Allemagne et des Pays-Bas au XIV^e siècle invite-t-elle à souligner deux mouvements concurrents: la constitution d'un «sentiment national» – ou, pour le dire sans anachronisme, un sentiment de communauté partagée – et la montée en puissance des bourgeoisies urbaines. Or, on le constate un peu partout⁷⁴, et probablement par

⁷⁴ L'exemple des villes suisses est particulièrement révélateur (on se référera par exemple à Nicolas MORARD, *La vie religieuse en Suisse au temps du Grand Schisme et du concilia-*

réaction aux inclinations de leurs élites, celles-ci sentent plus de sympathie envers le pape de Rome qu'envers le détenteur de la chaire de Pierre en Avignon. À nouveau, les positions qui s'affirment dans «le fait de l'Église» tiennent davantage à des critères de politique locale, voire à des composantes sociologiques, qu'à une réflexion théologique ou religieuse. Le sentiment pro-romain des villes ne serait-il qu'un manifeste de résistance à destination de leurs gouvernants, eux-mêmes clémentins par affinité⁷⁵? Quelle place, donc accorder aux aspects religieux dans cette crise qui concerne tout de même au premier chef l'Église? Doit-on les considérer comme quantité négligeable? C'est apparemment le choix que nous avons jusqu'alors fait, mais la question mérite tout de même notre intérêt, en guise de conclusion.

Il est bien difficile de sonder les âmes, et plus scientifique de considérer les rapports de force et l'instrumentalisation des questions religieuses que l'historien peut raisonnablement prétendre comprendre. Néanmoins, il convient de rappeler que la responsabilité des dirigeants s'étend au Moyen Âge bien au-delà des domaines temporels, et qu'elle se trouve directement engagée dans la question du salut, collectif et individuel. Dès lors, il serait un peu rapide d'évacuer du questionnement toute préoccupation sotériologique.

À considérer l'attitude de Charles V ou les enquêtes des rois espagnols, par exemple, il apparaît nécessaire de laisser aux dirigeants d'alors le bénéfice du doute: ils sont profondément chrétiens, et la déchirure de la robe sans couture ne peut pas être pour eux une question de seule politique. On a souligné ailleurs⁷⁶ combien l'attitude de l'Aragon – qui décide six ans après son voisin et rival castillan l'adhésion à Avignon – n'a rien de naturel, même du strict point de vue politique. Néanmoins, il demeure vrai, pour paraphraser une formule de Jean Favier, que chacun se déterminait »d'autant plus facilement que son intérêt coïncidait avec son sentiment«⁷⁷.

Pour enrichir la présentation qui précède, il convient de quitter les cours princières pour focaliser notre attention sur les actions de la curie avignonnaise. Comment le pape de Fondi compte-t-il s'assurer l'appui des régions que nous considérons ici? Quels moyens de contrainte ou d'incitation met-il en branle? Pour y répondre, nous allons d'une part considérer la gestion des pré-

risme. Politique ou religion?, dans: Guy BEDOUELLE, François WALTER [dir.], *Histoire religieuse de la Suisse. La présence des catholiques*, Fribourg/Suisse 2000, p. 65–84; LOGOZ, Clément VII [voir n. 20], p. 83–127). Au travers de l'analyse des luttes qui entourent les collations épiscopales à Bâle et à Coire, nous aurons l'occasion d'y revenir dans la seconde partie de cet article.

⁷⁵ Dans le sens commun, mais aussi dans une acception élargie de celui-ci, dont David Crouch se fait le thuriféraire (présentation théorique dans: David CROUCH, *The Reign of King Stephen: 135–1154*, Londres 2000, p. 166–167; voir aussi ID., William MARSHAL: *Court, Career and Chivalry in the Angevin Empire: 1147–1219*, Londres 1990, p. 157–167).

⁷⁶ GENEQUAND, *L'organisation* (voir n. 2), p. 925–926.

⁷⁷ Jean FAVIER, *Philippe le Bel*, Paris 1998, p. 330.

latures, les collations aux bénéfices majeurs, d'autre part l'ensemble des autres mesures dirigées vers la frange occidentale du Saint-Empire: messagers, nonces et légats, lettres de grâces, bénéficiales et censures canoniques. Pour des raisons de longueur, ces deux faisceaux analytiques paraîtront dans un prochain numéro de »Francia«.

Annexe I: Rôles de suppliques privilégiés du duc de Bourgogne

1. Rôle patronné par Philippe le Hardi⁷⁸

Le premier rôle privilégié reçu par la chancellerie l'est en date du 23 novembre 1378 pour les gradués et les nobles, en date du lendemain pour les autres impétrants. Il demeure très modeste puisqu'on n'y compte que neuf demandes, autant d'expectatives. Les voici:

– À Barthélémy, le fils de Barthélémy *Giraci*, clerc du diocèse d'Autun: un canonicate avec expectative de prébende à Notre-Dame de Beauvais, au diocèse d'Autun.

– À Jean Poitou, moine bénédictin à Saint-Léonard de *Corbiniaco*, au diocèse d'Autun, une expectative ou un prieuré à la collation de l'abbé et du couvent de Saint-Martin d'Autun.

– À Jacques Dandelin, clerc du diocèse de Tournai: une expectative à la collation du doyen et du chapitre de la collégiale de Notre-Dame de *Lanso* en Artois, au diocèse d'Arras.

– À Girard [manque]⁷⁹, recteur de la paroisse d'*Arneco* au diocèse d'Autun: une expectative à la collation de l'archevêque et du chapitre de Besançon.

– À Etienne Pariset, clerc du diocèse de Mâcon: une expectative à la collation de l'évêque et du chapitre du lieu.

– À Jean de Vergy, moine profès: une expectative ou un prieuré à la collation de l'abbé et du couvent de Cluny.

– À Reginald [manque]⁸⁰, recteur d'une paroisse au diocèse de Soissons: une expectative à la collation de l'évêque et du chapitre de Laon.

– À Jean Bernardet, prêtre du diocèse de Langres: une expectative à la collation de l'évêque et du chapitre du lieu. Dans la mesure du possible, il aimerait en profiter au sein de la cathédrale et être autorisé à entrer en possession d'un

⁷⁸ ASV *Reg. Suppl.* 55, fol. 41r.

⁷⁹ Le registrateur précise que le nom de famille est déjà manquant sur le rôle original qu'il copie.

⁸⁰ Même remarque que précédemment, faite par le responsable de l'enregistrement.

bénéfice d'un revenu allant jusqu'à cent livres⁸¹ de petits tournois si le bénéfice comprend la cure d'âmes.

– À Odet Endormi, prêtre du diocèse de Langres: une expectative à la collation de l'abbé et du couvent bénédictin de *Reomo*, au même diocèse.

2. Rôle patronné par Nicolas de Toulon, chancelier du duché⁸²

Le second rôle de la première année (29 novembre 1378) est patronné par le chancelier de Philippe le Hardi, Nicolas de Toulon. Il comprend sept suppliques concernant neuf bénéfices ecclésiastiques. Les deux premières sont réservées au chancelier lui-même et concernent trois suppliques et une grâce. Considérons-les à présent dans le détail:

– Trois canonicats et prébendes, les deux premiers sous forme d'expectative dans les diocèses d'Autun et de Troyes, le troisième à Notre-Dame de Beauvais, au diocèse d'Autun.

– Le droit de conférer quatre installations comme notaires.

– À Barthélémy de *Fraxino*, clerc du diocèse d'Autun, étudiant en droit à Orléans: un canonikat avec expectative de prébende au diocèse de Chalon-sur-Saône.

– À Jean de *Fraxino*, clerc du diocèse d'Autun, bachelier en lois: un canonikat avec expectative de prébende ou un office à la cathédrale du même diocèse.

– À Samson *Chalemelli*, clerc du diocèse d'Autun: un canonikat avec expectative de prébende dans l'église de Vergy au même diocèse.

– À Jean *Turelli*, clerc du diocèse de Nevers: un canonikat avec expectative de prébende dans la cathédrale de ce diocèse au mépris d'une règle édictée par Clément VII lui-même et prévoyant la nécessité d'un grade académique pour prétendre à un canonikat dans une cathédrale.

– À Hugues Poitou, prêtre du diocèse d'Autun: une expectative à la collation de l'évêque et du chapitre d'Autun, nonobstant le rectorat de l'église paroissiale d'*Anneot* au même diocèse.

– À Gauthier Guibert, chanoine d'Auxerre: une expectative à la collation de l'évêque et du chapitre d'Auxerre.

On le voit, il n'y a rien de bien exorbitant dans les demandes présentées par l'un ou l'autre des rôles bourguignons de la première année. À peine peut-on signaler la très bonne date accordée au rôle du duc; mais comment Clément VII aurait-il pu agir autrement?

⁸¹ La demande est ambitieuse, puisque le chiffre en général retenu quand une précision est donnée plafonne les bénéfices *cum cura* à 80 livres de petits tournois, les bénéfices *sine cura* à 60.

⁸² ASV Reg. Suppl. 49, fol. 204r.

Annexe II: Rôle de suppliques d'Albert de Wittelsbach⁸³

Recevant de Clément VII, et sans correction⁸⁴, la date du 22 novembre 1378, le rôle du *dux Bavarie*⁸⁵ est d'une certaine ampleur. De façon à servir l'intérêt des spécialistes des terres de Hainaut, de Hollande et de Zélande, nous en donnons une analyse complète. Il se divise en deux parties, commençant par une série de suppliques de nature gracieuse avant d'en venir aux demandes bénéficiales.

1. Demandes gracieuses

– Libre choix du confesseur pour les quatre enfants du couple ducal: Wilhelm, Albert, Catherine et Margarete.

– Absolution pleine pour cinq seigneurs (*Hughommanus* de Strien, seigneur de Senenberghen, *Herbermus*, seigneur de Henelt, *Brunscinus* de Horlbinen, Jan de Rosendael, Arnold van der Dussen); pour une dame, Aliénor de Zulen, seigneur de *Sintemartiinidiit*; pour sept hommes d'armes et un chevalier à leur service (Nicolas et Gilles de Bersalia, Barthélémy Jodemare, Jean Ameponghen, Jacques de Assche, Mathieu le Lenze, Ulric et Gérard de Poelgheest, ce dernier étant chevalier, ainsi que pour leur épouse; finalement pour un prêtre et un simple clerc (Guillaume, fils de *Gherbrandus*⁸⁶, et Berthold, fils de Guillaume, de Leyden). On n'attribue leur diocèse d'origine à ces seize personnages que collégalement. Tous proviennent des terres bataves du duc: diocèses de Liège, Utrecht, Tournai et Eischstätt.

– Autel portatif avec la possibilité de célébrer dans les lieux frappés d'interdit et avant que le jour ne se lève en faveur des quatre enfants du couple ducal et pour treize autres personnes des diocèses de Liège et de Tournai: sept chevaliers (*Hughommanus* de Strien, seigneur de Senenberghen, *Franconus* de Bersalia, seigneur de *Sintemartiinidiit*, *Herbermus*, seigneur de Henelt, *Brunscinus* de Horlbinen, Jan de Rosendael, Arnold van der Dussen et Gérard de Poelgheest) et six hommes d'armes (Jan van Erminghen, Jan van den Spiegel, Jacques Meester, Jacques Soen, Nicolas et Gilles de Bersalia, Jan van

⁸³ ASV Reg. Suppl. 47, fol. 152r-156v.

⁸⁴ L'habitude du premier pape avignonnais du schisme est d'ailleurs de ne pas »retoucher« les rôles de suppliques qu'il approuve, à la différence par exemple d'Urbain V, très regardant avec les grâces qu'il accorde (voir Anne-Marie HAYEZ, Les *rotuli* présentés au pape Urbain V durant la première année de son pontificat, dans: Mélanges de l'École française de Rome. Moyen Âge. Temps modernes 96 [1984], p. 327-394).

⁸⁵ C'est l'indication portée en haut de page par l'enregistreur des suppliques. Dans le texte du rôle, le titre d'Albert est le suivant: *dux Bavarie, comes Palatinus regni comitatuumque Hanonie, Hollandie, Zelandie, et dominii Frisie gubernator*. Le rôle est de même patronné par son épouse Margarete.

⁸⁶ Un personnage que l'on retrouve plus bas, parmi les demandes de nature bénéficiale.

Meer), parmi lesquels on retrouve ainsi plusieurs de ceux que nous avons vus ci-dessus gratifiés de l'absolution plénière.

- Exemption de l'ordinaire et de l'autorité métropolitaine de la chapelle fondée par les époux dans le comté de Hagha, en Hollande, dans le diocèse d'Utrecht. Cette dernière, placée sous l'invocation de la Vierge, compte quatorze prébendes, dont deux reviennent au doyen et quatre chapelles. Son érection, autorisée par Grégoire XI, est alors confirmée par le nouveau souverain pontife. Le couple ducal demande de même qu'en cas de cumul, les clercs bénéficiés à Hagha y élisent de préférence résidence, étant alors autorisés à recevoir leurs autres revenus *in absentia*, à l'exception des distributions quotidiennes, comme c'est coutumier.

- Une protection contre des poursuites pour dettes est aussi requise de l'autorité apostolique, afin de ne pas mettre en danger le service perpétuel qui y prend place.

- Le pouvoir d'absoudre les cas réservés, que ce soit ceux qui dépendent du pape ou ceux qui reviennent à l'ordinaire, est accordé au doyen pour l'ensemble des chanoines et des chapelains.

- L'ensemble des bénéficiés reçoit de plus le bénéfice d'une *conservatoria* pontificale pour la protection de ses biens.

- Garantie de la conservation de l'ensemble des droits et privilèges acquis en faveur des prébendes existantes en cas de nouvelles fondations dans la chapelle.

- Dévolution de vingt ans d'indulgence en faveur de ceux qui s'en viennent participer au culte dans la chapelle, en vertu de la conservation dans ses murs d'une épine de la couronne du Christ et d'un morceau de la vraie croix.

- Droits élargis pour le chapelain privé des époux: qu'il puisse prononcer l'absolution plénière, entendre leur confession et leur administrer l'hostie consacrée dans la belle chapelle qu'ils entretiennent dans leur bonne ville d'Amsterdam, dans les terres de Hollande, au diocèse d'Utrecht. De même, que la visite de cette chapelle vaille dix ans d'indulgence aux pèlerins.

2. Demandes bénéficiales

- À Théoderic *Vopponis*, maître ès-arts de l'Université de Paris et frotté de droit, curé de l'église paroissiale de *Haerlem*, au diocèse d'Utrecht: un canonicat sous expectative de prébende dans la cathédrale de Cambrai, nonobstant une prébende dans la collégiale de Notre-Dame de *Hagensis* au même diocèse.

- À Michel de *Silice*, bachelier en lois, chanoine prébendé de l'église de Saint-Vincent *Senogiensis* au diocèse de Cambrai: un canonicat sous expectative de prébende dans l'église Saint-Jean de Liège, nonobstant un canonicat et prébende dans l'église *Condatensis* au même diocèse et une chapelle dans la collégiale de Notre-Dame de *Hagensis* au diocèse d'Utrecht. Il est prêt à se démettre de cette dernière si sa demande est reçue.

– À Guillaume, fils de *Gherbrandus*, curé de l'église paroissiale de Coudekerke dans la région de *Schaldie* au diocèse d'Utrecht: un canonicat sous expectative de prébende et un office sans cure d'âmes dans l'église Notre-Dame d'Anvers au diocèse de Cambrai, nonobstant un canonicat et prébende dans l'église Saint-Vincent *Senogiensis* au diocèse de Cambrai et une chapelle dans la collégiale de Notre-Dame *Hagensis* au diocèse d'Utrecht.

– À Pierre *Ellicus*, clerc du diocèse d'Utrecht, maître ès-arts et docteur en médecine: un canonicat sous expectative de prébende et une dignité, un personat ou un office sans cure d'âmes dans la cathédrale d'Utrecht, nonobstant la moitié de l'église paroissiale de Zuutkerke et la chapelle dédiée à la Vierge de l'église paroissiale de Nortwellant, toutes deux situées au même diocèse.

– À Martin le Florentin, fils de feu *Hughemannus Utenpolie*, clerc du diocèse d'Utrecht, étudiant en droit canon, chanoine prébendé de l'église de Notre-Dame *Dordracensis*, au même diocèse, porteur et nonce du présent rôle⁸⁷: un canonicat sous expectative de prébende et une dignité, un personat ou un office sans cure d'âmes dans l'église Saint-Servatien d'Utrecht, au diocèse de Liège, nonobstant l'obtention de Grégoire XI de l'église paroissiale de *Giveto* avec charge d'âmes, au diocèse de Liège à laquelle il est prêt à renoncer.

– À Guillaume van der Steghe, prêtre du diocèse d'Utrecht, *informer* ou maître de nos fils, doyen de Saint-Pancrace *in Voerne* au diocèse d'Utrecht: un canonicat sous expectative de prébende dans l'église Saint-Sauveur d'Utrecht, nonobstant un canonicat avec prébende dans l'église Sainte-Catherine *Brielen-sis*, au même diocèse et la chapelle Saint-Barthélémy dans l'église paroissiale d'Arleveen, au diocèse d'Utrecht qui n'excèdent pas, ensemble, soixante francs de revenu annuel *in absentia*⁸⁸.

– À Giselbert Bot, clerc du diocèse d'Utrecht, maître ès-arts et licencié en décrets, chanoine prébendé de Saint-Pierre d'Utrecht: une expectative à la collation du doyen et du chapitre de Saint-Lebuini *Davantriensis*, au diocèse d'Utrecht, nonobstant la réception de la part de Grégoire XI d'un canonicat et prébende à Notre-Dame d'Utrecht, dont il est prêt à se démettre, et d'une chapelle dans l'église paroissiale d'Eten.

– À Pierre de Wissant, sous-diacre du diocèse de Thérouanne, licencié en droit canon et étudiant le droit civil depuis cinq ans, chanoine prébendé de Laon et de Thérouanne: une dignité, un personat ou un office dans la cathédrale de Laon.

⁸⁷ Une telle mention est plutôt rare. Elle signifie sans doute que c'est Martin le Florentin qui apporte physiquement le rôle aux services compétents de l'administration avignonnaise et qui en organise la présentation au souverain pontife.

⁸⁸ L'impétrant veut très probablement préciser que le chiffre fourni exclut les distributions quotidiennes qui ne sont accordées qu'aux chanoines résidents. On imagine en effet qu'en temps que pédagogue des fils du couple comtal, il n'ait pas le loisir de résider dans ses divers bénéfices.

– À *Barwoldus*, fils de Guillaume de Loyden, clerc du diocèse d'Utrecht, chanoine prébendé de Sainte-Catherine *Brielensis* au diocèse d'Utrecht: un canonicat sous expectative de prébende dans l'église Notre-Dame d'Utrecht, nonobstant deux chapelles: la première dans une église paroissiale, la seconde dans la chapelle *iuxta Spaerne* dans l'*opidum* de Haerlen au diocèse d'Utrecht.

– À Thierry de Yselsteyn, prêtre du diocèse d'Utrecht, maître ès-arts, curé pour la moitié de l'église paroissiale de Benscoep: un canonicat sous expectative de prébende dans l'église Saint-Martin de Liège, nonobstant un canonicat et prébende dans la chapelle Notre-Dame *Hagensis*, au diocèse d'Utrecht, et voyant l'attribution d'un canonicat et prébende dans l'église Saint-Pierre d'Utrecht se trouver alors en procès devant la cour romaine.

– À *Gherbrandus*, fils de Guillaume, clerc du diocèse d'Utrecht: un canonicat sous expectative de prébende dans l'église Saint-Jean d'Utrecht.

– À Hugues, fils de Guillaume d'*Altravia*, licencié en décrets: un canonicat sous expectative de prébende et une dignité, un personat ou un office dans la cathédrale de Liège.

– À Arnaud, dit Spiker, prêtre du diocèse d'Utrecht, curé de l'église paroissiale de Bersingerherorne au diocèse d'Utrecht: un canonicat sous expectative de prébende dans l'église Saint-Pierre d'Utrecht, nonobstant un canonicat et prébende dans l'église Sainte-Catherine *Brielensis* et la chapelle Saint-Nicolas dans l'église d'Oestvoerne.

– À Arnaud de Ghestel, prêtre du diocèse de Liège, recteur de la huitième partie de l'église paroissiale de Ziericzee: un canonicat sous expectative de prébende dans l'église Saint-Donatien de Bruges, au diocèse de Tournai, nonobstant les chapelles Notre-Dame dans l'église paroissiale de Coudekerke et Saint-Judoci dans celle de Delf, étant d'ailleurs prêt à se démettre de cette dernière.

– À Arnaud, fils d'Arnaud van T'Sgravenzande, matriculaire de l'église paroissiale de Haerlem au diocèse d'Utrecht: un canonicat sous expectative de prébende dans l'église Saint-Paul de Liège.

– À Maurice Daneels, prêtre du diocèse d'Utrecht, maître ès-arts, recteur de l'église paroissiale d'Hoern au diocèse d'Utrecht: un canonicat sous expectative de prébende dans l'église Saint-Denis de Liège, nonobstant deux canonicats et prébendes dans les églises de *Gheervlietensis* et de *Dordracensis* au diocèse d'Utrecht.

– À Nicolas Uten Campe ou van den Campe, clerc du diocèse d'Utrecht, de naissance chevaleresque: une expectative à la collation du prévôt, du doyen et du chapitre de l'église Saint-Donatien de Bruges au diocèse de Tournai.

– À *Oston* de Lalain, clerc du diocèse de Cambrai qui a étudié depuis cinq ans le droit canon à Paris, chanoine prébendé de l'église Saint-Pierre de Leuze: un canonicat sous expectative de prébende dans l'église Saint-*Gaugerici* de Cambrai.

– À Jacques, fils de Pierre de Leyden, prêtre du diocèse d'Utrecht, vicaire perpétuel de l'église Saint-Pierre de *Middelburgensis*, au diocèse d'Utrecht: une expectative dans une église de la ville d'Utrecht ou des environs, canonicat et prébende exceptés, nonobstant la chapelle perpétuelle Notre-Dame *in Walacria*, au diocèse d'Utrecht, dont les fruits ne dépassent pas vingt-quatre francs or par an.

– À Jacques Dujardin, prêtre du diocèse de Liège, recteur de l'église paroissiale de Halsteren au même diocèse: un canonicat sous expectative de prébende dans l'église Notre-Dame *Tongrensis*, au diocèse de Liège.

– À Henri Piper, prêtre du diocèse d'Utrecht, recteur de l'église paroissiale de Swach au même diocèse: un canonicat sous expectative de prébende dans l'église Saint-Pierre de Liège.

– À Nicolas, fils de Jean Scriver, clerc du diocèse d'Utrecht: une expectative à la collation de l'évêque, du doyen et du chapitre de la cathédrale de Liège.

– À Gérard Jean de Nyemaghen, sous-diacre, vicaire perpétuel de la cathédrale de Speyer: une expectative à la collation de l'abbesse et du couvent bénédictin de Notre-Dame *Thorensis*, au diocèse de Liège, nonobstant la chapelle Saint-Judoci dans la collégiale Notre-Dame *Dordiacensis* au diocèse d'Utrecht.

– À Jean, fils de Pierre Bac, clerc du diocèse d'Utrecht: une expectative à la collation de l'abbé et du couvent du monastère bénédictin de Saint-Adelbert *Egmondensis*, au même diocèse.

– À Bernard Henri de *Davantria*, clerc du diocèse d'Utrecht, chanoine prébendé de l'église Saint-Pierre *Middelburgensis* au diocèse d'Utrecht: une expectative à la collation de l'évêque de Liège, nonobstant un autre canonicat avec prébende dans l'église du bienheureux *Lebuini* au même diocèse.

– À Guillaume van den Berghe de *Busschoducis*, clerc du diocèse de Liège: une expectative à la collation de l'abbé et du couvent du monastère bénédictin de Saint-Trudonis de Liège.

– À Colin, fils de Colin *van T'Sgsravenhaghe*, clerc du diocèse d'Utrecht, chapelain perpétuel de la chapelle de Ten Begghaerden in Zieriezee, au même diocèse: un canonicat sous expectative de prébende dans l'église de Saint-Lebuini *Davantriensis*, au même diocèse.

– À Pierre Henri van *T'Sgsravenhaghe*, clerc du diocèse d'Utrecht: une expectative ou un office à la collation de l'abbé et du couvent du monastère prémontré de *Middelburgensis* au diocèse d'Utrecht.

– À Pierre Snider, prêtre du diocèse d'Utrecht, chapelain perpétuel de la chapelle de *Swindrech*, au même diocèse: un canonicat sous expectative de prébende dans l'église Saint-Barthélémy de Liège.